

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Henry-Kissinger-a-appuye-la-dictature-militaire-en-Argentine>

Henry Kissinger a appuyé la dictature militaire en Argentine

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Plan Condor - Actualités -

Date de mise en ligne : dimanche 17 novembre 2002

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Henry Kissinger a approuvé la répression sanglante de l'opposition par la dictature militaire au pouvoir en Argentine alors qu'il était secrétaire d'État des États-Unis, indiquent des milliers de documents déclassifiés hier à Washington.

Par Gilles Paquin

Ces documents publiés sur le site des Archives de la sécurité nationale, basé dans la capitale américaine, révèlent aussi les détails des pratiques brutales des escadrons de la mort sous le gouvernement militaire entre 1976 et 1983.

Selon ces textes inédits, **Kissinger** a déclaré, le 10 juin 1976 à Santiago, lors d'un entretien avec son homologue argentin, l'amiral César Guzzetti, que Washington appuyait les efforts de la junte militaire pour résoudre « le problème terroriste » rapidement. Une deuxième rencontre avec Guzzetti s'est déroulée en présence du vice-président **Nelson Rockefeller**, le 19 octobre 1976, à Washington. **Kissinger** a réitéré son propos et assuré son visiteur argentin que le gouvernement américain ne critiquerait pas les gestes des militaires.

Le message de **Kissinger** à la dictature argentine et aux autres pays d'Amérique du Sud peut sembler ambigu, mais il a été clairement perçu comme une incitation à violer les droits de l'homme. **L'intervention du secrétaire d'État américain a du même coup court-circuité les démarches de l'ambassadeur des États-Unis à Buenos Aires visant à réduire la répression dans ce pays.** Furieux, l'ambassadeur **Robert Hill** a critiqué son supérieur dans un message confidentiel transmis à Washington le 20 septembre 1976.

Dans sa missive, Hill souligne que les officiers argentins étaient « euphoriques » lorsqu'ils ont reçu ces signaux des autorités américaines, particulièrement les déclarations de **Kissinger**. D'autres messages de l'ambassadeur précisent que les militaires argentins avaient l'impression que la priorité des États-Unis n'était pas la protection des droits de l'homme, mais bien d'en finir rapidement (avec le terrorisme).

L'ambassade américaine a aussi manifesté son désaccord face au rapport sur la situation en Argentine préparé par les services de renseignement du ministère, soutenant qu'il s'agissait d'une lutte à trois : des terroristes de gauche, les services de sécurité de l'État et des escadrons de la mort d'extrême droite. « La bataille se livre entre deux groupes, non pas trois. Les seuls assassins de droite en Argentine sont les membres des services de sécurité de l'État », a répliqué le chef de mission adjoint de l'ambassade, Maxwell Chaplin, dans un message du 19 juillet 1976.

Un rapport préparé à la demande des autorités argentines, après le retour à la démocratie au milieu des années 80, affirme que la dictature militaire est responsable de la disparition de 9000 personnes. Les groupes de défense des droits de l'homme soutiennent, pour leur part, que la répression a fait 30 000 victimes.

Les dictatures d'Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Paraguay et Uruguay ont tissé des liens pour échanger des renseignements et des services afin de pourchasser les ennemis de ces régimes partout dans la région. Ce réseau connu sous le nom d'Opération Condor a aussi obtenu la collaboration de Washington.

Ces nouveaux documents déclassifiés viennent ajouter à la controverse entourant la politique étrangère des États-Unis alors qu'elle était dirigée par Henry Kissinger dans les années 70. **Kissinger a été conseiller à la sécurité nationale sous le président Richard Nixon, puis secrétaire d'État.** Il a occupé cette même fonction sous Gerald Ford après la démission forcée de Nixon, en août 1974, à la suite du scandale du Watergate.

Henry Kissinger a appuyé la dictature militaire en Argentine

Le juge espagnol Baltasar Garçon et la juge française Hélène Château ont vainement tenté d'interroger **Kissinger** plus tôt cette année dans le cadre d'une enquête sur l'Opération Condor impliquant l'ancien homme politique.

Des familles de plusieurs disparus demandent que Kissinger soit jugé pour crime de guerre au même titre que l'ancien président serbe Slobodan Milosevic.

Post-scriptum :

Publié par La Presse le 23/08/02

Departementr d'Etat des USA : cliquer "[ICI](#)"